

Pouvoir d'emprunt—Loi

donner un blanc-seing au gouvernement. Je ne suis pas prêt à présenter un amendement aujourd'hui, mais je tiens à signaler au nom de mon parti que nous serions disposés à adopter un tel amendement.

Pour revenir au sujet du débat, nous ne savons pas à quoi les fonds demandés serviront. Nous ne savons pas quelles mesures le gouvernement compte prendre. Jusqu'ici, il a refusé de rendre compte de ses décisions au Parlement. Ce que le gouvernement nous demande aujourd'hui pose un problème fondamental. Nous ne connaissons pas l'orientation générale de la politique financière et nous ne savons pas non plus quelle combinaison de politiques financières et monétaires le gouvernement nous proposera et si cette combinaison sera logique. Nous ne savons pas si la Banque du Canada pourra accepter ce que le gouvernement fera après la présentation du budget. Tant que nous ne le savons pas, en toute conscience, la Chambre ne peut pas accorder au gouvernement un pouvoir d'emprunt pour une année entière. Ce serait irréfléchi de notre part et nous manquerions à nos obligations envers les électeurs du Canada.

Pour terminer, j'aimerais parler de l'un des problèmes à long terme lié à l'inflation. A mon avis, c'est un problème qui devrait préoccuper énormément les députés. Nous sommes dans un pays libre. Notre liberté nous est chère. Mais l'inflation ne cesse de la saper. Nous vivons ici dans un monde irréel de faibles impôts sur le revenu. Les impôts sont beaucoup trop faibles pour l'ampleur de nos dépenses publiques. Il faut combler cet écart. Les faibles prix que nous payons pour l'énergie n'ont aucun rapport avec la réalité. La vie est belle pour nous en ce moment. Nous pouvons nous en réjouir et nous sentir à l'aise, mais songeons à ce qu'il adviendra des libertés de nos enfants et de nos petits-enfants quand on devra alourdir leur charge fiscale. Les impôts pèseront lourd et iront en s'accroissant tant que nous subirons ces taux d'intérêt très élevés. C'est pourquoi il faut agir, monsieur l'Orateur. C'est pourquoi il importe d'essayer de voir un peu plus loin que les temps faciles que nous procurons aujourd'hui les faibles prix de l'énergie et les faibles impôts. Sinon, nous laisserons un héritage tel que personnellement je ne pourrai pas expliquer à mes enfants comment et pourquoi nous à la Chambre avons laissé grossir les déficits.

● (2030)

Il y a quelques années, je me souviens que le déficit a été de 4 milliards de dollars, puis 5.4 milliards, puis 9 milliards, puis 11 milliards et, cette année, il pourrait atteindre 12 milliards ou 14 milliards, qui sait? C'est pourquoi il faut agir maintenant. Je suggère aux ministériels de présenter un amendement au bill pour réduire l'emprunt à 6 milliards. Nous pourrions alors réétudier ce problème très important à une date ultérieure.

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, tous les députés, indépendamment de leur parti, ont le devoir de se lever et d'exprimer leur inquiétude au sujet de ces dépenses excessives de nos derniers publics. Je félicite le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) de ce qu'il a dit au sujet des générations qui nous suivront.

Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis un peu moins de trois mois. Tout ce dont nous sommes vraiment certains à ce moment-ci, c'est qu'il ne sera pas différent des gouvernements libéraux des 16 dernières années. Nous savons qu'il n'a rien

appris au cours de toutes ces années, ni non plus quand il était dans l'opposition l'an passé. C'est encore la même vieille bande, vide d'idées, sans talent et pleine d'arrogance. Ils ne nous disent toujours pas où nous allons et comment ils entendent s'attaquer aux problèmes graves qui continuent d'affliger notre pays.

Au cours de la dernière campagne électorale, les libéraux d'en face pouvaient énumérer tous les problèmes qui affligeaient notre pays et offrir des solutions magiques pour y remédier. Aujourd'hui, ils ne peuvent même pas se souvenir de ce qu'étaient les problèmes. Quand on leur demande où sont toutes les solutions magiques dont ils parlaient il y a quelques mois, les députés d'en face perdent soudainement leur langue. Mon distingué collègue le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a dit à la Chambre l'autre jour que, quand il s'agit de répondre à des questions précises, le ministre des Finances (M. MacEachen) semble penser au ralenti. Le ministre des Finances et ses collègues ne pensent pas au ralenti, cependant, quand il s'agit de demander à la Chambre de pouvoir emprunter davantage.

Nous sommes saisis d'un bill se composant de deux articles et un paragraphe demandant le pouvoir d'emprunter 12 milliards de dollars. Ce bill n'est guère plus qu'un geste routinier, mais il aurait pour effet de nous endetter de 12 milliards de dollars de plus avant même que nous sachions comment le gouvernement entend les dépenser. Où sont tous les programmes précis pour mettre en œuvre les grandes solutions dont le parti libéral disposait il y a à peine quelques mois? Où est la politique énergétique nationale, la formule magique d'établissement des prix qu'il avait promise à la population canadienne au cours de la dernière campagne?

Le ministre de l'Énergie semble être tombé en panne de vapeur ou de pétrole. Loin d'avoir trouvé une solution à nos problèmes énergétiques, nous semblons nous préparer à un autre affrontement entre le gouvernement fédéral et les provinces. La semaine dernière, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a accusé certains premiers ministres provinciaux de déclarer la guerre au gouvernement fédéral et le premier ministre (M. Trudeau) s'est empressé de l'approuver. La formule dite du prix pondéré qui devait servir à fixer le prix du pétrole intérieur et étranger ne semble plus aussi heureuse et il ne faut pas s'en étonner.

Le ministre de l'Énergie a abordé les provinces en brandissant un ultimatum, c'est-à-dire la fameuse formule de fixation des prix. Il décide maintenant de blâmer les provinces qui l'ont envoyé promener. Pour plusieurs raisons, je m'inquiète beaucoup que le gouvernement semble avoir échoué à formuler une politique énergétique nationale et je suis loin de me réjouir du nouvel affrontement qui s'annonce entre le ministre de l'Énergie et ses homologues provinciaux.

L'une des principales raisons pour laquelle notre gouvernement a été renversé en décembre dernier, semble-t-il, c'est que nous avions proposé d'augmenter de 18c. le gallon le prix de l'essence. Beaucoup de gens ont parlé des élections de 18c. Aujourd'hui, il est encore question d'une majoration proche, sinon supérieure, à 18c. le gallon pour l'année en cours et nous n'avons aucune idée pour l'instant de ce que seront les augmentations l'an prochain et les années suivantes. Dans cette perspective, l'appui accordé par les néo-démocrates à la motion de défiance présentée par les ministériels d'aujourd'hui contre